

Direction de l'urbanisme,
du logement et de l'équipement

Sous-direction de l'urbanisme et de la construction

P.C. 075-113-09-P0049

Date de dépôt : 05-08-2009, 02-10-2009, 29-10-2009, 29-01-2010, 22-02-2010

Demandeur : Unicité (SAS), partenaire privé de l'université
Paris-Diderot (Paris-7)

Objet : Université Paris 7 - Bâtiment universitaire - 56 av. de
France, rue Albert Einstein - Paris 13ème

ARRÊTÉ

délivrant un permis de construire

pris au nom de l'Etat

**LE PREFET DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE, PREFET DE PARIS,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme de la ville de Paris adopté par délibération du conseil de Paris en date des 12 et 13 juin 2006, modifié les 29 et 30 septembre 2009 ;

Vu la demande de permis de construire présentée le 5 août 2009 par Unicité (SAS), partenaire privé de l'université Paris-Diderot (Paris-7) représentée par Monsieur Xavier Duplantier, 7 rue Cambronne, 75015 Paris, et enregistrée par la mairie de Paris sous le numéro P.C. 075-113-09-P0049 ; portant sur la réalisation d'un bâtiment universitaire sur l'ilot M6A1 de la ZAC Paris-Rive Gauche, 56 avenue de France, rue Albert Einstein, à Paris 13ème ; surfaces de planchers hors-œuvre nettes créées = 19 352 m² (voir documents complémentaires du 29 janvier 2010) ;

Vu les documents complémentaires déposés les 2 octobre 2009 (pièces ajoutées), 29 octobre 2009 (étude de sécurité publique), 29 janvier 2010 (réponse aux observations de la préfecture de police) et 22 février 2010 (étude de sécurité publique) ;

Considérant que le conservateur régional de l'archéologie d'Ile-de-France (service régional de l'archéologie d'Ile-de-France) a accusé réception du dossier en date du 12 août 2009 ; qu'il n'a édicté aucune prescription à ce jour ; et qu'en conséquence le projet ne donnera pas lieu à prescription archéologique, en application de l'article 18 du décret n°2004-490 du 3 juin 2004 ;

Vu les prescriptions émises par la société nationale des chemins de fer le 4 septembre 2009 ;

Vu l'avis de l'architecte des bâtiments de France en date du 15 septembre 2009 ;

Vu l'avis favorable du maire de Paris du 21 octobre 2009 (sous-direction du permis de construire et du paysage de la rue), ensemble, les prescriptions émises par l'inspection générale des carrières (11-09-2009) et celles de la direction de la voirie et des déplacements (25/08/2009) ;

Vu l'accord du préfet de police du 19 avril 2010 ;

... / ...

... / ...

Sur la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris,

ARRETE**ARTICLE 1**

Le permis de construire est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée déposée le 5 août 2009 et complétée les 2 octobre 2009, 29 octobre 2009, 29 janvier 2010 et 22 février 2010.

Le bénéficiaire du permis respectera les prescriptions indiquées en article 2, ainsi que les mesures d'affichage sur le terrain précisées en annexe.

ARTICLE 2

Les prescriptions à respecter par le bénéficiaire sont les suivantes :

- l'exécution des travaux devra être effectuée conformément aux plans et éléments du dossier ;
- toutes les dispositions et recommandations relatives à la sécurité, à la sécurité-incendie et à l'accessibilité des handicapés figurant dans l'autorisation du préfet de police, joint en annexe, seront observées ;
- les prescriptions émises par les administrations consultées et contenues dans leurs rapports joints en annexe seront respectées (Inspection générale des carrières ; S.N.C.F.).

ARTICLE 3

Le préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée au pétitionnaire.

Celui-ci en fera mention par affichage sur le terrain dès sa délivrance, pendant au moins deux mois, et pendant toute la durée du chantier, si celle-ci est supérieure à deux mois, selon les modalités définies aux articles A424-15 à A424-18 du code de l'urbanisme.

Un exemplaire ou extrait du permis de construire sera en outre publié par voie d'affichage dans les services de la mairie du 13^{ème} arrondissement de Paris, pendant une durée de deux mois.

Fait à Paris, le 28 AVR. 2010

Par délégation,
Pour le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris,

Le Directeur de l'Urbanisme et du Logement


Philippe OEBE

P.C. 075-113-09-P0049 Université Paris 7 - Bâtiment universitaire (19.352 m²) ZAC PRG - Ilot M6A1 56 av. de France, rue Albert Einstein – Paris 13ème	PERMIS DE CONSTRUIRE DÉLIVRÉ AU NOM DE L'ÉTAT PAR LE PRÉFET DE PARIS
	BORDEREAU DES PIÈCES JOINTES

- Accord du préfet de police du 19 avril 2010
- Prescriptions de l'inspection générale des carrières du 11 septembre 2009
- Prescriptions de la société nationale des chemins de fer français du 4 septembre 2009



PREFECTURE DE POLICE

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC
Sous-Direction de la Sécurité du Public

Bureau des Permis de Construire et Ateliers

Références à rappeler :
DTPP / SDSP / BPCA / PC
N° Dossier : 090731
N° BSPP : 24040-P7-M6A1
Catégorie : 1^{ère} - Type : R avec activités de types X et L
+ parc de stationnement

Affaire suivie par Mlle Laurence VERGNE
Tél. : 01 49 96 36 69
Fax : 01 49 96 37 69

Paris, le 19 AVR. 2010

LE PREFET DE POLICE

A

MONSIEUR LE PREFET DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE

PREFET DE PARIS

DIRECTION DE L'URBANISME DU LOGEMENT ET DE L'EQUIPEMENT
SOUS-DIRECTION DE L'URBANISME ET DE LA CONSTRUCTION
BUREAU DE LA CONSTRUCTION

O B J E T : Demande de permis de construire n° 09 P 0049 concernant la construction d'un bâtiment universitaire sur l'îlot M6A1 de la ZAC Paris-Rive Gauche - 56, avenue de France à Paris 13^{ème}

Référence : Votre lettre DULE/SDCUC/BC/075 113 09 P 0049 du 8 février 2010.

P. jointes : 2 annexes + 3 procès-verbaux (sécurité incendie, accessibilité, sécurité publique) + l'instruction technique relative aux parcs de stationnement couverts.

Par courrier en date du 8 février 2010, vous m'avez transmis, pour avis, un dossier relatif à la demande de permis de construire rappelée en objet.

Je rappelle que le projet a fait l'objet d'un avis défavorable au regard de la sécurité incendie, de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite et de la sécurité publique par note du 24 décembre 2009.

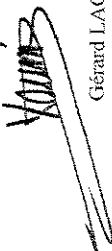
S'agissant de la construction d'un bâtiment universitaire pour l'université Paris-Diderot, constituant un établissement recevant du public de 1^{ère} catégorie susceptible de recevoir un effectif de 2894 personnes, le dossier comporte, conformément aux dispositions de l'article L. 111.3.1 du code de l'urbanisme, une étude de sécurité publique.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73
Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0 225 € la minute)
<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> - m6 : courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr

La Délégation Permanente siégeant en formation accessibilité, la Délégation Permanente siégeant en formation incendie et la sous-commission pour la sécurité publique, réunies en séance respectivement les 16 et 23 mars et 15 avril 2010, ont émis chacune pour ce qui la concerne, un *avis favorable* au projet sous réserve de l'observation des mesures prescrites dans les annexes ci-jointes (I, II et III).

P/ LE PREFET DE POLICE
Le sous-directeur de la sécurité du public


Gérard LACROIX



PREFECTURE DE POLICE

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC

Sous-Direction de la Sécurité du Public

Bureau des Permis de Construire et Ateliers

Références à rappeler :

DTTP / SDSP / BPCA / PC

N° Dossier : 090721

N° BSPP : 24040-P7-M6A1

Catégorie : 1^{ère} - Type : R avec activités de types X et L

+ parc de stationnement

Paris, le 19 AVR. 2010

AVIS DE LA DELEGATION PERMANENTE DE LA COMMISSION DE SECURITE DE LA PREFECTURE DE POLICE

OBJET : Demande de permis de construire n° 09 P 0049 concernant la construction d'un bâtiment universitaire sur l'îlot M6A1 de la ZAC Paris-Rive Gauche - 56, avenue de France à Paris 13^{ème}

Après examen du dossier de permis de construire mentionné en objet, la délégation permanente de la commission de sécurité de la préfecture de police émet un avis *favorable* à la réalisation du projet sous réserve de l'exécution des prescriptions suivantes :

1. Réaliser les travaux de construction d'un bâtiment universitaire, îlot M6A1, ZAC rive gauche, constituant un établissement recevant du public de 1^{ère} catégorie de type R avec activités de types X et L, susceptible de recevoir un effectif de 2894 personnes, et d'un parc de stationnement (178 places) - 56, avenue de France à Paris 13^{ème}, conformément aux plans et documents joints à la demande de permis de construire déposée le 5 août 2009 et modifiée par le dossier reçu le 22 février 2010.

2. Se conformer aux dispositions réglementaires :

- des articles R. 123-1 à 123-55 du code de la construction et de l'habitation ;
- du règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public ;
- de l'arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif aux établissements de types R et X ;
- de l'arrêté du 5 février 2007 modifié relatif aux établissements de type L ;
- de l'arrêté du 9 mai 2006 modifié relatif aux établissements de type PS ;
- de l'arrêté du 28 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- du code du travail.

Mesures communes

3. Donner une stabilité au feu de 4 heures aux éléments principaux de structure communs au tunnel ferroviaire et aux établissements recevant du public.
4. Isoler les établissements recevant du public du tunnel du TGV par des parois coupe-feu de degré 4 heures.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73

Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0.225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> - mail : courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr

Mesure relative à l'accessibilité des personnes handicapées.

5. Se conformer aux dispositions des articles R. 111-19-1 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'arrêté du 1er août 2006 modifié relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création aux personnes handicapées.

Mesures applicables pour la partie activité de type R :

6. Aménager une voie pour la mise en station des échelles aériennes perpendiculaire à la façade donnant accès au hall principal du bâtiment (côté avenue de France). Cette voie devra être conforme aux dispositions de l'article CO 2 (§ 2) et en particulier avoir une largeur de 10 mètres au moins, libre de stationnement et de plantations et approcher à moins de 1 mètre de la façade.
7. Matérialiser en permanence la voie échelles en impasse au moyen de panneaux de signalisation visibles en toute circonstance et indiquant le tonnage limite autorisé, conformément aux dispositions de l'article CO 2 (§ 4).
8. Aménager des baies dans les façades accessibles traitées en aveugle suivantes :
 - rue Albert Einstein ;
 - rue Nicole-René Lepaute ;
 - au droit de la voie échelles en impasse côté avenue de France.Celles-ci devront respecter les dispositions de l'article CO 3 (§ 3) de façon à permettre un engagement aisé des sapeurs-pompiers en toutes circonstances :
 - dimensions de 1,80 mètre de hauteur et 0,90 mètre de largeur (la distance entre les baies d'accès d'un même niveau doit être comprise entre 10 et 20 mètres) ;
 - les baies doivent ouvrir « à la française » vers l'intérieur du bâtiment dans un local classé à risque courant ou un dégagement ;
 - un système d'ouverture unique pour chaque baie doit être prévue ;
 - le dispositif d'ouverture, situé dans la moitié inférieure des châssis des baies doit être manœuvrable au moyen de la clé spéciale des sapeurs-pompiers ;
 - le dispositif d'ouverture de ces baies doit être repéré depuis l'extérieur.
9. Installer dans les escaliers n° E01, n° E02, n° E08 et n° E09 une colonne sèche de 65 mm munie de 2 prises de 40 mm par niveau, conformément à la norme française NF S 61-759. Les raccords d'alimentation des colonnes sèches n° E01 et n° E02 doivent se trouver à l'extérieur du bâtiment et à proximité de la voie échelles en impasse, côté avenue de France. Les raccords d'alimentation des colonnes sèches n° E08 et n° E09 doivent se trouver à l'extérieur du bâtiment, côté rue Nicole-René Lepaute. De plus, les raccords d'alimentation doivent être à moins de 60 mètres d'une bouche ou d'un poteau d'incendie et leur niveau d'accès identique à celui des véhicules des services de lutte contre l'incendie.
10. Implanter, selon les dispositions de la norme NF S 62-200, deux appareils d'incendie conformes aux normes NF S 61-211 ou NF S 61-213, munis chacun d'un regard de vidange (80 X 80 X 120) raccordé, dans toute la mesure du possible, au réseau d'assainissement. Si le choix d'installation de poteaux est retenu, ceux-ci seront dotés d'une vidange automatique et, de préférence, de prises apparentes.

Dans le cas présent, les emplacements de ces appareils se situeraient :

- avenue de France, au droit de la voie échelle en impasse ;
- rue Nicole-René Lepaute angle rue Albert Einstein.

Faire répertorier les appareils par le bureau prévention de la Brigade de sapeurs-pompiers

de Paris – section prévision hydraulique, en fournissant au préalable, pour l'installation, l'attestation de conformité délivrée par l'installateur.

11. Aménager, en partie haute des escaliers n° E01, n° E02, n° E08 et n° E09 desservant les étages, un exutoire d'une surface géométrique de 1 m² ou d'un ouvrant de désenfumage d'une surface libre identique, pour permettre l'évacuation de fumée en cas d'incendie. Assurer leur ouverture par un dispositif à commande manuelle à disposer à proximité de l'accès à l'escalier ou dans celui-ci.

Ces dispositifs devront satisfaire aux conditions définies aux articles DF 4 et DF 5.

12. Aménager, comme proposé par le pétitionnaire, en partie haute de l'escalier n° E04 desservant le 2^{ème} étage, des ouvrants de désenfumage d'une surface libre de 4 m², pour permettre l'évacuation de fumée en cas d'incendie.

Assurer leur ouverture par un dispositif à commande manuelle à disposer à proximité de l'accès à l'escalier ou dans celui-ci.

Ces dispositifs devront satisfaire aux conditions définies aux articles DF 4 et DF 5.

13. Assurer, conformément aux articles DF 4 et X 19, le désenfumage naturel du gymnase en sous-sol côté rue Watt, en réalisant des évacuations de fumée en partie haute par des exutoires ou des ouvrants.

Donner à ces ouvertures une surface utile d'évacuations de fumée égale au 1/200^{ème} de la superficie du local mesurée en projection horizontale, en tenant compte des règles définies au paragraphe 7.1 de l'instruction technique n° 246, relative au désenfumage dans les établissements recevant du public.

14. Assurer, conformément aux dispositions des articles DF 4 et R 19, le désenfumage du foyer de l'amphithéâtre de 99 places dans les conditions prévues par l'instruction technique n° 246, relative au désenfumage dans les établissements recevant du public et notamment dans son article 7.2, pour ce qui concerne le désenfumage par tirage mécanique.

15. Assurer, conformément aux articles DF 4 et R 19, le désenfumage naturel de la bibliothèque et de sa mezzanine, en réalisant des évacuations de fumée en partie haute par des exutoires ou des ouvrants.

Donner à ces ouvertures une surface utile d'évacuations de fumée égale au 1/200^{ème} de la superficie du local mesurée en projection horizontale, en tenant compte des règles définies au paragraphe 7.1 de l'instruction technique n° 246, relative au désenfumage dans les établissements recevant du public.

Mesures applicables pour la partie activité de type PS :

16. Installer dans le parc une ventilation mécanique, d'un débit de 900 m³/h par véhicule, permettant d'assurer le désenfumage de chaque compartiment en cas d'incendie. Chaque ventilateur d'extraction sera conçu de façon à résister à une température de 400°C au moins, pendant deux heures ou est classé F400 120.

.../...

Chaque ventilateur est alimenté par un circuit qui lui est propre dans les conditions prévues à l'article EL 16, § 1 et 2, des dispositions générales du règlement. Les conditions d'implantation pour préserver les ventilateurs d'un sinistre doivent respecter les conditions de l'article PS 18 § 4.3 de l'arrêté du 9 mai 2006 relatif à la réglementation des parcs de stationnement couverts.

17. Réaliser les conduits de désenfumage conformément aux dispositions de l'article PS 18 (§ 4.2.2) de l'arrêté du 9 mai 2006 relatif à la réglementation des parcs de stationnement couverts.

18. Installer dans les escaliers n° E07 et n° E16 une colonne sèche de 65 mm munie de 2 prises de 40 mm par niveau, conformément à la norme française NF S 61-759 et à l'article PS 29 (§ 3).

Le raccord d'alimentation, doit se trouver à l'extérieur du bâtiment, à une distance maximale de 3 mètres de l'entrée du bâtiment où se situe la colonne et à moins de 60 mètres d'une bouche d'un poteau d'incendie.

Le niveau d'accès du raccord d'alimentation doit être le même que celui du niveau d'accès des véhicules des services de lutte contre l'incendie. Son emplacement sera situé à proximité immédiate de l'accès à chaque escalier.



PREFECTURE DE POLICE

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC
Sous-Direction de la Sécurité du Public

Bureau des Permis de Construire et Ateliers

Références à insérer :

DTTP / SDSP / BPCA / PC

N° Dossier : 090721

N° BTP : 24040-P7-M6A1

Catégorie : 1^{ère} - Type : R avec activités de types X et L
+ parc de stationnement

Paris, le **19 AVR. 2010**

Mesures à respecter

lors de la réalisation des travaux ou postérieurement à leur réalisation

Mesures applicables pour la partie activité de type R :

1. Installer un système de sécurité incendie de catégorie **B** en respectant pour les matériels des dispositions des normes françaises NF S 61-930 à NF S 61-940, NF S 61-961 et NF EN 54 revêtus des estampilles de conformité. Faire procéder à la réception de son installation par un coordinateur SSI dans les conditions définies aux paragraphes 12 et 13 de la norme NFS 61-932. L'organisme coordinateur ne peut être le même que l'organisme agréé chargé des vérifications prévues à l'article GE 7 (81).
2. En l'absence de service de sécurité composé d'agents qualifiés, faire établir pour chaque personne chargée de l'exploitation du SSI pendant la présence du public une « attestation de formation » portant notamment sur la signification des différentes signalisations, la conduite à tenir en cas de dérangement et, en cas d'alarme, les modalités d'action sur une commande manuelle (MS 57 §1). Les annexer au registre de sécurité.

Mesures applicables pour la partie activité de type PS :

3. Installer un équipement d'alarme sonore et visuel de type 3, perceptible de tous points des compartiments et des circulations de chaque niveau du parc.
4. Installer un dispositif de commandes manuelles regroupées, prioritaires et sélectives par compartiment, au niveau de référence à proximité de chaque accès de véhicule. Dans le cas ou plusieurs dispositifs sont installés l'utilisation d'un de ces dispositifs entraîne l'interdiction des autres.

Mesures communes :

5. Transmettre à la Direction des transports et de la protection du public – Sous-direction de la sécurité du public – Bureau des établissements recevant du public – 12/14, quai de Gesvres 75004 PARIS :
 - un dossier technique sur le système de sécurité incendie envisagé ;
 - un dossier technique sur le chauffage-ventilation ;
 - le dossier technique prévu à l'article DF 2, avec :
 - un plan comportant :
 - les emplacements des évacuations de fumée et des aménagements d'air ;
 - le tracé des réseaux aérauliques ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Egalité Fraternité

PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75105 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73
Service vocal : 08 91 01 22 (0,225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> - tél. : courriel prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr

- l'emplacement des ventilateurs de désenfumage ;
- l'emplacement des dispositifs de commandes ;
- une note explicative précisant les caractéristiques techniques des différents équipements.

6. S'assurer du concours, pendant la construction, d'organismes ou de personnes agréés par le ministre de l'intérieur pour effectuer les vérifications de sécurité conformément aux articles R 123-43 et R 123-44 du Code de la Construction et de l'Habitation et GE 3, GE 6 à GE 9 du règlement de sécurité du 25 juin 1980. Les procès-verbaux ou comptes rendus de vérification seront présentés à la commission de sécurité et annexés au registre de sécurité.

7. Aviser la Direction des transports et de la protection du public – Sous-direction de la sécurité du public – Bureau des établissements recevant du public – 12/14, quai de Gesvres 75004 PARIS, de l'achèvement des travaux.



PREFECTURE DE POLICE

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC
Sous-Direction de la Sécurité du Public

Bureau des Permis de Construire et Ateliers

Références à appeler :
DTPP / SDSP / BP/CA / PC

N° Dossier : 090721

N° BSPP : 24040-P-M6A1

Catégorie : 1^{ère} – Type : R avec activités de types X et L
+ parc de stationnement

Paris, le **19 AVR. 2010**

AVIS DE LA SOUS-COMMISSION POUR LA SECURITE PUBLIQUE

OBJET : Demande de permis de construire n° 09 P 0049 concernant la construction d'un bâtiment universitaire sur l'îlot M6A1 de la ZAC Paris-Rive Gauche – 56, avenue de France à Paris 13^{ème}

L'étude remplit les conditions et les objectifs définis par l'article R. 111-49- alinéa 1 du code de l'urbanisme, précisés par l'annexe 2 de la circulaire en date du 1^{er} octobre 2007 émanant du ministère d'état, de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et du ministère du logement et de la ville, en ce qui concerne les points suivants :

I. Diagnostic

La présence d'un diagnostic social et urbain à permis de noter que le 13^{ème} arrondissement est l'un des plus peuplés de Paris, avec une population relativement jeune (entre 25 et 39 ans). L'habitat est prioritairement tourné vers le locatif (l'accès à la propriété restant particulièrement difficile à Paris).

Le diagnostic économique indique que le 13^{ème} arrondissement reproduit assez fidèlement le profil de la capitale en matière d'emploi avec des chiffres sensiblement identiques. Le taux de chômage ne cesse d'augmenter depuis 2008. Cet arrondissement est en pleine expansion économique avec la construction de grandes surfaces (Décathlon, Darty, ...), le développement des transports en commun (prolongement de la ligne de métro N°10 ainsi que le prolongement de la ligne de tramway T3,...).

S'agissant du diagnostic de l'insécurité, les statistiques font apparaître que depuis 2006 la délinquance décroît sur le 13^{ème} arrondissement de Paris.

Les faits de délinquance les plus importants apparaissent dans les grands pôles d'habitats (Cité Regnault-Chevaleret, Cité Louise Weiss,...).

II. L'analyse des risques

L'ensemble des risques admissibles pour cette typologie de projet a été évoqué. Les risques suivants pouvant impacter le site ont été recensés :

- blocages des entrées de l'établissement,
- intrusions aux fins d'envahissements,

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73
Service vocal : 08 91 01 22 23 (0.225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> – n°1 : courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr

- manifestations à l'intérieur du site,
- dégradations ou attentats intérieurs,
- attentats vers l'extérieur (actions sur les voies SNCF,...),
- dégradations des façades,
- dégradations ou vols de véhicules,
- atteintes aux personnes (agressions, rixes, vol à l'arraché, ...),
- vols avec effraction,
- dégradations ou destructions des installations de sécurité (groupe électrogène, chaufferies,...),
- détournements d'espace, développement du commerce de substances illicites,
- vols, destructions de documents ou récupérations de données ou de programmes informatiques concernant la recherche.

III. Recommandations

La sous-commission pour la sécurité publique, réunie en séance le 15 avril 2010, émet un **avis favorable** au projet, assorti des recommandations suivantes, bien que le site bénéficie d'une sûreté satisfaisante au niveau des risques envisagés :

- interdire tout stationnement, aménagement et plantation sur une largeur de 10 mètres au moins sur la voie reliant l'avenue de France à l'entrée principale du bâtiment ;
- le contrôle par badge qui sera mis en œuvre dans les ascenseurs du bâtiment M6A1 afin d'accéder aux niveaux réservés aurait mérité d'être déporté aux niveaux des ouvrants. Ce déport permettrait une meilleure sécurisation du bâtiment mais ne peut être, d'après la maîtrise d'ouvrage, envisagé dans un milieu universitaire.

EXPLICATION DES RENVOIS TECHNIQUES

- (1) Pour les constructions existantes, le demandeur est tenu de s'assurer auprès de son maître d'œuvre que les fondations existantes présentent la même sécurité que des fondations adaptées à l'égard de tassements de terrain pouvant résulter de la présence ou de la proximité de la carrière et renforcer ces fondations dans le cas contraire.
- (2) La consolidation souterraine par injection consiste à combler tous les vides, à réaliser des barrages en limite de propriété, à claver le ciel de la carrière à l'aide d'un coulis approprié, et à traiter les terrains sous-jacents décomprimés existants sous le projet et ses abords. Cette méthode doit être réalisée avec soin et être suivie de forages de contrôle pour s'assurer de son efficacité.
- (3) La consolidation souterraine par piliers maçonnés ou bétonnés consiste à réaliser un soutènement du ciel de la carrière à l'aide d'un certain nombre de piliers maçonnés élevés entre le sol et le ciel de la carrière, sous la construction projetée, à centurer et à combler les fontis et les puits. Pour les immeubles collectifs, un dossier justificatif de dimensionnement est à produire dans le dossier de récolement. Un contrôle de bonne exécution est obligatoire.
- (4) Il faut entendre par fondations profondes (puits, pieux forés ou micro-pieux), tout dispositif permettant de reporter les charges au moins au-dessous du sol de la carrière la plus basse, exécuté sans percussion et conformément aux documents techniques unifiés (DTU 13.2) en vigueur. Le choix de fondations profondes par micro-pieux devra être justifié par une note de calcul validée par un bureau de contrôle technique missionné par le maître d'ouvrage, avant exécution.
- (5) La ou les galeries municipales situées à proximité des projets faisant l'objet de consolidations souterraines par injection ou de comblement au remblaiement des vides résiduels (remplissage gravitaire associé à un clavage au ciel de la carrière) doivent être maintenues dans leur état initial ; dans le cas contraire, une remise en état est exigée.
- (6) Le radier général armé justifié à la condition de fondis sera exécuté sur la base d'un dossier technique justificatif, validé par un bureau de contrôle technique, à soumettre à l'Inspection Générale des Carrières.

CONDITIONS DE LA PRESCRIPTION

La prescription de l'Inspection Générale des Carrières est formulée en vertu des dispositions de l'article R.421.15 du Code de l'urbanisme et en vertu des arrêtés préfectoraux et inter-préfectoraux visés au 1. Dès lors qu'elle est reprise dans l'arrêté du permis de construire, elle en constitue un support juridique individuel. Les prescriptions des travaux obligatoires ou les recommandations formulées par l'Inspection Générale des Carrières s'inscrivent donc essentiellement dans le cadre de l'instruction du Maire qui est la seule autorité compétente pour la délivrance de l'autorisation administrative de construire, d'entreprendre ou de commencer l'exécution des travaux prescrits ou recommandés. A ce titre, la présente prescription obligatoire ou recommandation ne saurait être considérée comme un acte de conception ou de maîtrise d'œuvre. La définition constructive ou recommandation ne dimensionnement, la qualité et la conformité aux règles constructives en vigueur (notamment le D.T.U.) reste de la totale et entière responsabilité des acteurs à la construction (maître d'œuvre, bureau de contrôle technique et entreprises). Dans ce contexte, l'Inspection Générale des Carrières n'émet aucun avis qualitatif sur le projet du demandeur.

Il appartient au maître d'ouvrage de s'assurer que les mesures prescrites par l'Inspection Générale des Carrières sont suffisantes eu égard aux caractéristiques mécaniques du sol et (ou) du sous-sol ainsi que de l'hydrogéologie du secteur en particulier par l'exécution d'une campagne de reconnaissance de sols (mission minimale de type G12, norme NF-P94 500).

OBLIGATIONS DU DEMANDEUR

Dès que le demandeur commencera les travaux prescrits, il en avisera par écrit l'Inspection Générale des Carrières, 3 avenue du Colonel Henri Rol-Tanguy - 75014 PARIS. Pendant la durée des travaux, les agents chargés d'en constater l'exécution auront libre accès au chantier et toutes facilités leur seront données pour leur permettre d'accomplir leur travail.

Faute par le demandeur de se conformer aux conditions particulières de sécurité qui lui sont prescrites, il s'exposera aux sanctions prévues aux articles L. 480-1 et suivants et R. 480-1 et suivants du Code de l'urbanisme pour le non-respect du permis de construire. Dans le cas où la poursuite des travaux de la construction présenterait un danger pour la sécurité publique, un arrêté de chantier pourra être demandé.

DOSSIER DE RECOLEMENT

Après l'achèvement des travaux prescrits, le demandeur établira et remettra à l'Inspection Générale des Carrières, le dossier de récolement des travaux exécutés, aux échelles de 1/200, 1/100 ou 1/50 conformément aux dispositions de l'article R. 450-3 du Code de l'urbanisme et de celles de la notice technique IGC relative à la prescription émise. Le demandeur ayant exécuté des travaux de fondations superficielles (longlines, semelles, radier, renforcement de fondations, etc.), remettra également un plan exact d'implantation, signé et certifié conforme, à l'échelle de 1/200, 1/100 ou 1/50 des travaux réalisés ainsi que le schéma du ferrailage adopté. Un récépissé de dépôt de ces plans sera établi à la requête du demandeur avant remis le dossier de récolement à l'Inspection Générale des Carrières, afin de permettre l'obtention du certificat de conformité conformément aux dispositions de l'article R. 450-3 du Code de l'urbanisme.

Direction de l'Urbanisme
Sous-Direction du Permis de Construire et du Paysage de la Rue

17 Boulevard Morland
75181 PARIS CEDEX 04

Dossier suivi par : Véronique LAURENT
Tél : 01.42.76.23.83
Fax : 01.42.76.70.55

Paris le : 25/08/2009

PC 075 113 09 P 0049

Adresse du projet :

13, rue Albert Einstein
15 au 17, rue Albert Einstein
19 au 21, rue Albert Einstein
19 au 21, rue de la Croix Jarry
75013 PARIS

Demandeur :

Monsieur Xavier DUPLANTIER
UNICITE SAS
7 rue Cambienne
75015 PARIS

Travaux projetés :

Construction d'un bâtiment de 8 étages sur 4 niveaux de sous-sol à usage universitaire avec stationnement (168 places - 4880 m²).

Monsieur, Madame,

Un dossier, référencé ci-dessus, concernant un projet situé dans une zone de servitude de carrières ou de risques naturels liés à la présence de poches de dissolution de gypse antéludien ou dans une zone d'extension du gypse, a été déposé le 05/08/2009.

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, pour avis, un dossier simplifié du projet.

Le respect de la réglementation en vigueur me conduit à attirer votre attention sur le fait qu'en l'absence de réponse dans un délai de 30 jours à dater de la réception de la présente, votre avis sur ladite demande sera réputé favorable.

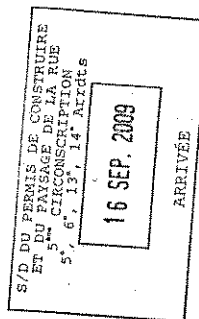
Néanmoins, si celui-ci me parvient au-delà de ce délai mais avant la fin du délai d'instruction du dossier, j'en tiendrai le plus grand compte possible. En revanche, aucune suite ne pourra être donnée à votre avis si celui-ci me parvient après décision intervenue sur le dossier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, Madame, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le Chef de la 5ème Circonscription

Ioannis VALOUGEORGIS

N. B. : avis à retourner à l'adresse ci-dessous
Direction de l'Urbanisme
Sous-Direction du Permis de Construire et du Paysage de la Rue
Bureau 4018
17 Boulevard Morland
75181 PARIS CEDEX 04



I / INFORMATIONS SUR LE SOUS-SOL DE LA PARCELLE CONCERNEE PAR LE PROJET, en l'état actuel des connaissances (Indiquées par une croix)

Parcelle située dans un périmètre de risque : OUI :

- ☐ Plan de prévention des risques naturels de mouvements de terrains : arrêté préfectoral du 11/12/1985
- ☒ Pour Paris : arrêtés inter préfectoraux des 26 janvier 1965 et 18 mars 1991 visant les constructions à édifier dans les zones d'anciennes carrières et arrêté inter préfectoral du 25 février 1977 délimitant le périmètre de recherche des poches de dissolution du gypse antécludien.
- ☐ Pour les Hauts de Seine : arrêté interpréfectoral du 25 janvier 1965, et arrêtés préfectoraux des 25 avril 1967, 7 août 1985, 25 novembre 1985, 19 décembre 1985 et 27 janvier 1986 visant les constructions à édifier dans les zones d'anciennes carrières.
- ☐ Pour la Seine Saint Denis : arrêté inter préfectoral du 25 janvier 1965 et arrêté préfectoral du 25 avril 1967 visant les constructions à édifier dans les zones d'anciennes carrières, arrêtés préfectoraux des 21 mars 1986, 16 décembre 1986 et 18 avril 1995 visant les constructions à édifier dans les zones d'anciennes carrières et dans le périmètre de recherche des poches de dissolution du gypse antécludien.
- ☐ Pour le Val de Marne : arrêté inter préfectoral du 26 janvier 1966 et arrêté préfectoral du 25 avril 1967 visant les constructions à édifier dans les zones d'anciennes carrières

☒ D'après les documents de l'Inspection Générale des Carrières :

☐ D'après le rapport d'étude de sol fourni par le demandeur :

☐ Le terrain est situé dans le périmètre de recherche des poches de dissolution du gypse antécludien, jusqu'à une profondeur de mètres.

☐ Le terrain est situé au dessus d'anomalies de dissolution du gypse antécludien situées entre mètres de profondeur.

☒ Le projet est situé dans une zone d'anciennes carrières :

- ☒ en totalité au dessus d'une ancienne carrière à ciel ouvert de alluvions anciennes épaisseur des remblais : 6 à 10 mètres environ
- ☐ d'une ancienne carrière souterraine de
- ☐ d'une ancienne carrière souterraine de
- ☐ de limites et de caractéristiques mal connues pour la carrière de

Caractéristiques des carrières souterraines

(données à titre indicatif notamment pour le recouvrement qui peut varier en fonction de la cote de sol réelle du projet)

- Carrière de

Recouvrement m
Hauteur de la carrière (1^{er} étage) m
Banc séparatif m
Hauteur de la carrière (2^{ème} étage) m
Banc séparatif m
Hauteur de la carrière (3^{ème} étage) m

- Carrière de

Recouvrement m
Hauteur de la carrière (1^{er} étage) m
Banc séparatif m
Hauteur de la carrière (2^{ème} étage) m
Banc séparatif m
Hauteur de la carrière (3^{ème} étage) m

Travaux antérieurs de traitement de la carrière et/ou de fondations :

☒ Néant

☐ Existants :

- pour la carrière souterraine de par
- pour la carrière souterraine de par
- pour la (les) construction (s) existante(s) par
- et par

II / PRESCRIPTIONS MINIMALES PROPOSEES PAR L'INSPECTION GENERALE DES CARRIERES (Indiquées par une croix)

Les notices techniques de l'inspection générale des carrières fixent les règles minimales à respecter pour certains types de travaux. Dans le cas où la prescription détaillée ci-dessous fait référence à une telle notice, sa mise en œuvre devra y être conforme.

Les renvois techniques indiqués par un chiffre et les conditions détaillées de la prescription sont explicités en dernière page.

Les travaux prescrits doivent être effectués par le pétitionnaire préalablement à la réalisation de l'opération faisant l'objet de la demande d'autorisation de bâtir.

TRAVAUX DE MISE EN SECURITE DE LA PARCELLE :

- ☐ Comblement (Remplissage gravitaire sans clavage du ciel de la carrière)
- ☐ Comblement, clavage de la carrière et forages de contrôle
- ☐ Traitement des fontis et des terrains décomprimés
- ☐ Préservation de galeries (5) : Un état des lieux devra être établi conjointement entre le maître d'œuvre et l'Inspection Générale des Carrières sur l'état des galeries situées sous :

CONSOLIDATIONS SOUTERRAINES :

- ☐ Piliers maçonnés ou bétonnés dans la hauteur de la carrière (3)
- ☐ Murs masqué (Dans le cas où la fouille atteindrait ou dépasserait le ciel de la carrière, il conviendra de réaliser un soutènement définitif du ciel de la carrière en bordure de fouille par un soutènement maçonné.)
- ☐ Injections de coulis dans la carrière sous le projet et ses abords (2) (5) du 15 janvier 2003
- ☐ Injections de coulis des anomalies de dissolution du gypse antécludien du 10 janvier 2003

FONDATIONS SUPERFICIELLES ARMEES (conformément au DTU 13.1) :

- ☐ Longrines, semelles filantes ☐ avec comblement (gravitaire+clavage)
- ☐ Radier général armé ☐ avec comblement (gravitaire+clavage) ☐ justifié à la condition de fontis (6)

REINFORCEMENT DES FONDATIONS EXISTANTES :

- ☐ Diagnostic des fondations avec renforcement en cas d'insuffisance pour le projet (1)

FONDATIONS PROFONDES (conformément au DTU 13.2) : dans le cas où la fouille ne dépasserait pas la carrière.

- ☒ Puits de béton, pieux forés ou micro-pieux (type II ou supérieur) traversant les remblais de la carrière à ciel ouvert (4)
- ☐ Puits de béton ancrés en pied de carrière souterraine (4)
- ☐ Pieux forés ou micro-pieux (type II ou supérieur) (4) ancrés en pied de carrière souterraine ☐ avec comblement (gravitaire+clavage)

AUTRES :

- ☐ Mission spécifique de surveillance :
- ☐ Travaux validés ou à valider par un bureau de contrôle technique :

III / RECOMMANDATIONS PROPOSEES PAR L'INSPECTION GENERALE DES CARRIERES (Indiquées par une croix)

Travaux recommandés afin de garantir la mise en sécurité de la parcelle et des ouvrages vis à vis des risques de mouvement de terrain.

- ☐ Reconnaissance de sol pour recherche de vides de dissolution du gypse antécludien à mètres de profondeur (suivant les règles minimales de la notice technique du 10/07/2003)
- ☐ Essais d'injection de coulis de ciment des anomalies de dissolution du gypse antécludien décelées par les forages
- ☐ Reconnaissance de sol pour s'assurer de l'absence d'exploitation sous la (les) construction(s) existante(s) à modifier et/ou projetée(s)
- ☐ Comblement (remplissage gravitaire et clavage) des vides résiduels de la carrière
- ☐ Consolidations souterraines sous la (les) construction(s) existante(s) à modifier et/ou projetée(s)
- ☐ Extension des travaux prescrits au paragraphe II sous la (les) construction(s) existante(s)
- ☐ Diagnostic des fondations existantes avec renforcement en cas d'insuffisance pour le projet (1)
- ☐ Autres :

Paris, le 11 SEP 2009

L'Inspecteur Général des Carrières :


M. DEMAY

N°

Paris, le

19 février 2010

INSTRUCTION TECHNIQUE RELATIVE AUX PARCS DE STATIONNEMENT COUVERTS

non assujettis à la législation sur les installations classées
et à l'arrêté interministériel du 31 janvier 1986, modifié.

Annexé à avis du Service concernant : Université Paris Diderot (lot 16A)

Demande de permis de construire n° : AB 03 P 0049 daté 5/08/09

PRESCRIPTIONS :

1° - Réserver pour la circulation des piétons entre la voirie générale et les accès principaux aux immeubles, des aires nettement distinctes de celles réservées à la circulation automobile.

2° - Isoler le volume du parc et ses accès couverts de tous les locaux contigus, par des parois ou planchers :

- coupe-feu de degré 4 heures (I, G, H.)
- coupe-feu de degré 3 heures
- coupe-feu de degré 2 heures
- coupe-feu de degré 1 heure

Les conduits ou gaines traversant le volume du garage seront de même degré de résistance au feu.

3° - Contôler :

- aux éléments porteurs ou auto-porteurs du parc une stabilité au feu de :

Bâtiment de :	ou Parc isolé :
- degré 1/2 heure : 2° famille	(R ou R + 1)
- degré 1 heure : 3° famille	(R + 2 ou R - 2)
- degré 1 heure 1/2 :	(+ de 28 m)
- degré 2 heures : art. G.H. II	(+ de 28 m)

- aux planchers intermédiaires du parc une résistance coupe-feu de :

Bâtiment de :	ou Parc isolé :
- degré 1 heure : 3° famille	(au plus 2 niveaux)
- degré 1 heure 1/2 :	(- de 28 m)
- degré 2 heures : I, G, H.	(+ de 28 m)

4° - Recouper la superficie de chaque niveau en compartiments inférieurs à :

- 3.000 m² au-dessous du niveau de référence

50

Imp. 51 7732 1 387

Imp. 51 7732 1 387

Le cloisonnement sera réalisé par des parois coupe-feu de degré une heure ; les ouvertures intérieures éventuelles seront munies de dispositifs d'obturation pare-flammes de degré 1/2 heure, à fermeture automatique asservie à un système de détection par détecteur autonome déclencheur, doublé d'une commande manuelle.

5° - Si la couverture du parc est dominée par des façades vitrées ou ouvertes, la réaliser sur une distance mesurée en projection horizontale de 8 mètres de l'ouverture la plus proche, en matériaux classés M.O. à M.3, et pare-flammes de degré 1 heure.

6° - Disposer les escaliers au sorties de façon que les usagers n'aient pas plus de quarante mètres à parcourir pour atteindre l'un d'eux, s'ils ont le choix entre plusieurs issues, et pas plus de vingt cinq mètres s'ils se trouvent dans une partie formant cul-de-sac.

Si le parc est implanté exclusivement au premier sous-sol, un trottoir de 0,80 m de largeur au moins, placé en surélévation le long de la rampe, pourra remplacer un escalier.

7° - Enclotsonner les escaliers de 0,80 m de largeur au moins, ainsi que les ascenseurs, par des éléments coupe-feu de degré :

- 1/2 heure (R ou R + 1)
- 1 heure (cas général)

- s'ils débouchent directement à l'air libre, les protéger à tous les niveaux du parc par des blocs-portes pare-flammes de degré 1/2 heure, à ferme-porte s'ouvrant dans le sens de la sortie en venant du parc et ne comportant pas de dispositif de condamnation à l'intérieur ;

- dans le cas contraire, les protéger, ainsi que les paliers d'ascenseurs, par des sas présentant le même degré de résistance au feu que les murs ou cloisons traversés.

8° - Etablir les dispositifs de franchissement (sas) constitués par un volume clos, de superficie de 3 mètres carrés au moins, muni seulement de deux portes pare-flammes de degré 1/2 heure, à ferme-porte et s'ouvrant vers l'intérieur du sas.

Pour les handicapés (cotes, dispositions etc.), se reporter à la réglementation. *

9° - Faire aboutir toutes les issues piétonnières à l'air libre ou au niveau de la voirie publique desservant l'immeuble, dans les zones permettant une évacuation rapide (dit "niveau de référence").

* - E.R.P. : Décret n° 78-109 du 1^{er} février 1978 + arrêté du 25 janvier 1979.

10° - Réaliser la ventilation de façon à s'opposer efficacement à la stagnation, même locale, de gaz nocifs ou inflammables.

Cette ventilation sera :

- 1 niveau ☐
- naturelle ou mécanique ☒
- plusieurs niveaux ☒
- mécanique obligatoirement au-dessous du niveau de référence.

Elle sera indépendante par niveau et par compartiment, tant pour l'arrivée d'air frais que pour l'évacuation de l'air vicié.

Ventilation naturelle : 6 dm² / véhicule.

Ventilation mécanique : 600 m³ / heure / véhicule.

Aucun conduit de gaz combustible ou toxique ne devra être établi dans le volume du parc, sauf s'il est contenu dans une gaine en matériaux incombustibles, coupe-feu de degré 2 heures, ouverte sur l'extérieur aux extrémités et protégée du choc éventuel des véhicules.

11° - Faire déboucher la partie supérieure des conduits de ventilation à un emplacement tel qu'il ne puisse être une cause d'incendie ou d'inconfort pour le voisinage, et à 8 m au moins, en projection horizontale, des baies les plus proches.

12° - Assurer aux sols une pente suffisante pour que les liquides s'écoulent facilement vers les collecteurs et les surélever de 3 centimètres à l'intersection des niveaux et des rampes inférieures, pour éviter l'écoulement des liquides d'un niveau vers un autre. Même surélévation pour les seuils de sas, sauf pour ceux utilisés par les handicapés (2 cm, au lieu de 3).

13° - Effectuer l'évacuation des eaux résiduaires par l'intermédiaire d'une fosse à dispositif de séparation ou par tout autre système capable de retenir la totalité des liquides inflammables, avec un minimum de 0,5 m³.

14° - Dans les rampes, allées de circulation des véhicules et dans toutes les parties susceptibles d'être parcourues par les piétons, assurer une hauteur minimale de 2 mètres libre de tout obstacle.

15° - Sur une distance de 4 m environ en retrait de l'alignement au débouché sur la voirie, disposer la rampe de manière que la pente n'excède pas 5%.

16° - Installer un éclairage de sécurité et placer les points lumineux en parti haute et basse au plus à 0,50 m du sol, le long des allées de circulation, près des issues vers escaliers ou sorties directes sur l'extérieur et dans les escaliers.

.../...

17° - Prévoir :

- un dispositif de détection automatique d'incendie ;

- à partir du 3° niveau au-dessous du niveau de référence (jusqu'à 5 niveaux au-dessous et s'il n'y a pas de système d'extinction automatique). ☐
- à tous les niveaux (parc de 6 niveaux et plus au-dessous) ou I.G.H. (art. G.H. 10) ☐
- un système d'alarme à tous les niveaux (parc de 5 niveaux et plus au-dessus, ou 3 niveaux et plus au-dessous). ☒
- un dispositif d'extinction automatique à partir du 6° niveau et plus, au-dessous du niveau de référence, ou pour I.G.H. (art. G.H. 11). ☐

18° - Si des alvéoles de remisage pour un ou deux véhicules au plus sont fermés par des portes, munir celles-ci de larges parties à claire-voie ou grillagées, permettant l'aération de l'alvéole, le contrôle facile de l'utilisation qui en est faite et la mise en œuvre des moyens de secours (Recommandation).

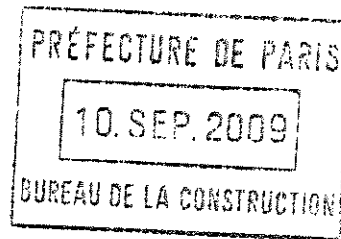
19° - Ne disposer aucune bouche ou trémie d'arrivée d'air neuf ou d'extraction d'air vicié à l'intérieur d'un emplacement de remisage.

20° - D'une manière générale, n'utiliser les aires de stationnement ou lesdits alvéoles que pour le remisage de véhicules, à l'exclusion de tout dépôt de matériel ou matériau combustible ou non, ou de tout usage industriel, commercial, professionnel etc.

21° - Se conformer, pour le surplus, aux dispositions :

- du règlement de sécurité du 23 mars 1965, modifié (E.R.P.). ☐
- du règlement de sécurité du 25 juin 1980, modifié (E.R.P.). ☐
- du règlement de sécurité du 18 octobre 1977, modifié (I.G.H.). ☐
- du Code du Travail, selon instructions complémentaires de l'Inspection du Travail. ☒

Nota : En ce qui concerne les parcs de stationnement couverts, annexes des bâtiments d'habitation et de surface comprise entre 100 et 6000 mètres carrés, les articles 77 à 99 du arrêté interministériel du 31 janvier 1980, modifié, sont applicables (I. O. des 5 mars et 20 septembre 1980).



DIRECTION CONTRATS ET SERVICES AUX CLIENTS
Direction d'Affaires Maîtrise d'Ouvrage Mandatée
CSC MOM

OPERATION AUSTERLITZ TOLBIAC MASSENA
15 rue Traversière
75580 PARIS CEDEX 12

FAX. 01 53 33 74 14 (51 74 14)
TEL. 01 53 33 74 70 (51 74 70)

e-mail : xavier.capet@sncf.fr

LE DIRECTEUR D'OPERATION DELEGUE

PREFECTURE DE PARIS
DULE – SDFUC – BC 1
Monsieur François FOURDRAINE
4 boulevard Morland
75915 PARIS Cedex 04

Réf. : 0661.ATM.DS

Objet : Dossier PC 075 113 P 0049

Construction d'un bâtiment universitaire sur l'îlot M6A1 de la ZAC Paris Rive-Gauche
56 Avenue de France – 75013 PARIS.
Demandeur : UNICITE pour le compte de l'Université Paris Diderot.

Paris, le 4 septembre 2009

Monsieur,

Vous m'avez adressé pour examen et avis le 16 août 2009 les pièces concernant le projet cité en objet.
Veuillez trouver en retour mes observations sur le dossier communiqué :

1. Les volumes ferroviaires sont laissés libres et aucun soutènement ni remblaiement ne sera réalisé par RFF SNCF avant la construction du bâtiment M6A1. A cet effet les dalles et ouvrages horizontaux au voisinage des volumes ferroviaires devront être auto portés
2. Les bâtiments devront tenir compte des vibrations et émissions sonores dues aux futures circulations ferroviaires ; aucune mesure particulière ne sera prise lors de la construction des voies de raccordement nord de la petite ceinture.
3. Les gabarits ferroviaires minimums à réserver dans les ouvrages pour le passage de la petite ceinture ou des bretelles de raccordement nord et sud sont en hauteur de 5,50m libres au dessus du plan de voies et de 1,20m en dessous. Les largeurs à réserver sont de 6m pour le passage d'une voie ferrée et de 9,70m pour 2 voies ferrées
4. Les plans d'exécution du bâtiment M6A1 devront tenir compte de l'étude détaillée (plan et altimétrie) du tracé définitif des voies ferrées de la petite ceinture et des raccordements nord et sud qui sera fournie en janvier 2010
5. Si le projet de tunnel relève de l'Instruction Technique Interministérielle 98/300 (prolongation de la trémie couverte d'Austerlitz Tolbiac Masséna), un désenfumage naturel des volumes ferroviaires serait nécessaire à raison de 1/200^{ème} de la surface, ainsi que des issues pour l'évacuation des voyageurs
6. L'exploitation ferroviaire ne se limite pas aux TGV ; les voies pourront accueillir tout type de trafic ferroviaire (sauf trafic de fret pour le raccordement nord)

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.


Daniel SIMON

P.C. 075-113-09-P0049 Université Paris 7 - Bâtiment universitaire (19.352 m²) ZAC PRG - Ilot M6A1 56 av. de France, rue Albert Einstein – Paris 13ème	PERMIS DE CONSTRUIRE DÉLIVRÉ AU NOM DE L'ÉTAT PAR LE PRÉFET DE PARIS
	INFORMATIONS

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis / de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, auquel il est dérogé pour les autorisations intervenues jusqu'au 31-12-2010, par application du décret n° 2008-1353 du 19 décembre 2008, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de TROIS ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis / de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

IMPORTANT : la délivrance d'un éventuel permis modificatif n'a pas pour effet de reporter la durée de validité du permis initial : les travaux doivent donc toujours impérativement commencer dans le délai du permis initial, et non dans celui du permis modificatif.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévu par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction